

Sujet: Tr: [INTERNET] Avis sur le projet de stratégie locale de gestion du risque inondation de Nevers

De : "BOTTERO Mathieu - DDT 58/SSPR/Connaissance et Prevention des Risques"

<mathieu.bottero@nievre.gouv.fr>

Date : Fri, 24 Jun 2016 10:58:23 +0200

Pour : "GUILLOU Samuel (Chef de service) - DDT 58/SSPR" <samuel.guillou@nievre.gouv.fr>, MALLET Eric - DDT 58/SSPR/Connaissance et Prevention des Risques

<eric.mallet@nievre.gouv.fr>

Ci-joint les remarques de l'EPL.

Mathieu

----- Message transféré -----

Sujet :[INTERNET] Avis sur le projet de stratégie locale de gestion du risque inondation de Nevers

Date :Fri, 24 Jun 2016 08:04:38 +0000

De :> Maxime LESOMMER (par Internet) <maxime.lesommer@eptb-loire.fr>

Répondre à :Maxime LESOMMER <maxime.lesommer@eptb-loire.fr>

Pour :mathieu.bottero@nievre.gouv.fr <mathieu.bottero@nievre.gouv.fr>, BASTAROLI Eric <ebastaroli@AGGLO-NEVERS.FR>

Copie à :Pierre Philippe <pierre.philippe@eptb-loire.fr>, Thanh-Son NGUYEN <Thanh-Son.NGUYEN@eptb-loire.fr>, Virginie Gaspari <virginie.gaspari@eptb-loire.fr>

Bonjour,

Vous trouverez ci-dessous nos remarques et observations sur le projet de SLGRI de Nevers.

Partie 3.1.2.2 : Qualification des enjeux

- Pour information, le guide technique pour l'élaboration des stratégies locales de gestion du risque d'inondation (DREAL de bassin, 2015) définit les 14 types d'enjeux suivants à recenser :

- le nombre de logements et d'habitants ;
- les équipements hébergeant des personnes vulnérables
- les équipements accueillant sans hébergement des personnes vulnérables, ou difficiles à évacuer ou mineures,
- les établissements d'enseignement,
- les campings,
- les établissements utiles à la gestion de crise,
- les services nécessaires à la satisfaction des besoins prioritaires de la population,
- les services utiles au retour à la normale après la crise,
- les réseaux nécessaires au fonctionnement du territoire et leurs installations associées,
- le nombre d'emploi susceptibles d'être impactés directement,
- les zones d'activité,
- les installations polluantes et dangereuses
- les éléments de patrimoine culturel remarquable,
- les éléments remarquables du patrimoine naturel.

Partie 3.1.2.3 : Analyse des enjeux

Dans les phrases « deux maisons de retraite pour un événement extrême, dont une dès un événement moyen (non

cartographiées) », « Au-delà de ce scénario, la quasi-totalité du réseau est vulnérable aux inondations, sauf le remblai de l'A77 qui a une cote supérieure à l'événement extrême sur l'ensemble de son linéaire dans le TRI », et « La voie de chemin de fer et son remblai ont une cote supérieure à l'événement extrême », le terme « extrême » serait à remplacer par « exceptionnel » ;

Il serait utile, en s'appuyant notamment de l'étude EGRIAN, d'introduire des éléments sur la vulnérabilité (hauteurs d'eau, durée de submersion, dommages potentiels , ...) des enjeux recensés.

Un tableau de synthèse et des cartographies présentant les enjeux exposés pour les 3 scénarios de crue permettraient une lecture plus claire de l'impact potentiel sur le territoire pour chaque type d'événement.

Partie 3.3.1 : Description des dispositifs

Au-delà du recensement des PCS et DICRIM, il serait utile d'apporter des éléments qualitatifs sur ces documents (dates de MAJ, éventuels manques et/ou incohérences entre eux).

Partie 3.3.2 : Pistes d'amélioration de ces dispositifs

- Dans cette partie, il apparaît essentiel de présenter également les outils de prévisions des crues et des inondations :

- le service de prévision des crues Loire Cher Indre (SPC LCI) ;
- les stations de mesures de référence,
- le site internet Vigicrues,

les dispositifs d'information préventive :

- celle relevant du Préfet (DDRM),
- celle relevant du Maire (DICRIM, repères de crues, information acquéreur locataire (IAL)),

ainsi que les mesures de réduction de la vulnérabilité :

- de l'habitat, traitée notamment dans les PPRI (dispositions concernant les nouvelles construction et/ou l'existant),
- des acteurs économiques (démarche industrielle notamment).

Concernant les dispositif relatifs à la gestion de crise, il pourrait être indiqué que la direction Routes et infrastructures du Conseil Départemental de la Nièvre a mené entre 2012 et 2014 un travail sur sa continuité de services en cas de crue. Cette démarche s'est inscrite dans la 1^{ère} initiative commune de réalisation de plans de continuité d'activité d'équipements et services essentiels de collectivités du bassin de la Loire et ses affluents engagée par l'Etablissement public Loire.

Le travail réalisé dans ce cadre a permis d'une part, d'obtenir une image de l'exposition de la collectivité (service par service) en fonction de l'inondabilité de ses sites, du domicile de ses agents et de leurs trajets domicile/travail, et d'autre part, de sensibiliser et d'aider la collectivité dans le choix de ses services pilotes pour l'élaboration de plans de continuité d'activité. Dans la continuité de l'analyse de l'exposition des enjeux de leurs services publics, les collectivités parties prenantes ont été accompagnées dans l'identification des vulnérabilités de leurs missions essentielles, également dans l'évaluation des risques associés à ces carences, via la réalisation d'études de vulnérabilité. Sur la base de ce travail, elles ont pu établir leurs stratégies de continuité de service et mettre en place les outils pour leur mise en œuvre.

Partie 4.3.3 : Disposition 3.4, 3.5, 3.6

- Pour information, l'annexe 2 du PGRI (en pièce jointe de ce mail) définit les services utiles à la gestion de crise, les services destinés à assurer les besoins prioritaires de la population, les services utiles au retour à la normale, les activités polluantes ou dangereuses, ainsi que les installations dont la défaillance pendant une inondation présente un risque élevé pour les personnes.

Concernant la vulnérabilité du bâti et des entreprises, elle pourrait être traitée dans la partie 4.3.2 : Disposition 3.3.

Partie 4.5.1 : Disposition 5.2

Concernant la sensibilisation des acteurs du territoire et de la population, on peut également rappeler l'accompagnement de l'Etablissement public Loire apporté à Nevers agglomération pour le recensement et la matérialisation des repères de crue.

Partie 4.5.3 : Disposition 5.4

Les sous-parties « L'information de la population », « DDRM », « DICRIM », « Transactions immobilières » pourraient avoir leur place dans l'état des lieux des dispositifs existants (information préventive).

Partie 4.6.1 : Disposition 6.2

Concernant la sous-partie « PCS », l'information « le site Internet de l'Agglomération, <http://www.agglo-nevers.fr>, permet l'inscription en ligne à un automate d'appel utilisé pour informer en cas de coupure de l'approvisionnement en eau potable, de risque d'inondation ou de toute autre situation justifiant une alerte » serait intéressante à indiquer dans l'état des lieux des dispositifs existants (PCS).

Partie 4.6.2 : Disposition 6.3

Quelles sont les objectifs recherchés dans ce cadre et quelles actions sont envisagées ?

Il pourrait être prévu ici, un travail de recensement des différents types de biens patrimoniaux à l'échelle de la SLGRI :

- Les monuments historiques (immeubles et objets classés) ;
- Les immeubles et objets inscrits ;
- Les archives ;
- Les bibliothèques ;
- Les musées ;
- Le patrimoine archéologique ;
- Le « patrimoine non protégé » par l'Etat mais présentant une valeur reconnue par les collectivités territoriales.

Puis sur cette base, il pourrait être envisagé de réaliser des diagnostics visant à évaluer et analyser les conséquences d'une inondation sur site (sécurité des personnes, réduction des dommages, réduction des délais de retour à la normal), et d'identifier les mesures de sauvegarde du patrimoine essentielles à mettre en œuvre.

Concernant le programme d'actions de la SLGRI, le guide technique pour l'élaboration des stratégies locales de gestion du risque d'inondation (DREAL de bassin, 2015) indique que « *Le programme d'actions constitue le cœur de la stratégie. Il ne visera pas l'exhaustivité, mais liste des actions jugées « réalisables » par le comité de pilotage pour une période de 6 années et faisant partie de la stratégie. Les actions définies seront donc réalistes et priorisées. Le maître d'ouvrage de chacune des actions sera identifié. Un calendrier de réalisation et un plan de financement seront élaborés* ».

Pour information, lors de la Commission Inondations Plan Loire du 17 juin 2016, l'avis du comité de bassin sur ce sujet pour la SLGRI de Châtelleraut est le suivant :

« Le porteur de cette stratégie a fait le choix d'arrêter son projet au niveau des pistes d'actions, sans définir les éléments plus détaillés dans ces fiches d'actions. La définition de ces actions et de leur évaluation relèvera donc d'un maître d'ouvrage, qui ne sera pas le porteur de la stratégie. C'est seulement à ce stade que les paramètres financiers et chronologiques seront connus.

« Il conviendra que rapidement les porteurs d'actions soient identifiés de façon univoque ou au moins explicite. Le porteur de la stratégie envisage cette désignation dans le cadre d'un appel à projets. Une recommandation pourra être faite au porteur et au Préfet de la Vienne pour que cette démarche originale aboutisse à l'identification sans ambiguïté d'un pilote pour chaque disposition de la stratégie ».

« Il est donc proposé au Préfet de la Vienne de notifier au porteur de la stratégie les deux réserves ci-après : demander que soient identifiés sans ambiguïté les porteurs des actions et que l'ensemble des pistes d'actions soient engagées »

Cordialement,

Maxime Le Sommer
Chargé de mission
Etablissement public Loire
2, Quai du Fort Alleaume – CS 55708
45057 Orléans Cedex
Tél : 02 46 47 03 44
maxime.lesommer@eptb-loire.fr

-----Message d'origine-----

De : DDT 58/SSPR/Connaissance et Prévention des Risques emis par BOTTERO Mathieu - DDT 58/SSPR /Connaissance et Prévention des Risques [<mailto:mathieu.bottero.-.ddt-sspr-connaissance-et-prevention-des-risques@nievre.gouv.fr>]

Envoyé : vendredi 10 juin 2016 17:32

À : DDT 58/SSPR/Connaissance et Prévention des Risques emis par MALLET Eric - DDT 58/SSPR/Connaissance et Prévention des Risques <ddt-sspr-connaissance-et-prevention-des-risques@nievre.gouv.fr>; COSTAZ Anne - DDCSPP 58/DIR <anne.costaz@nievre.gouv.fr>; "DIRCE/SIR Moulins (Service Ingénierie Routière de Moulins)" <Sir-Moulins.Dirce@developpement-durable.gouv.fr>; François THOMAS <francois.thomas@nievre.fr>; GOIN Carolyne - Santé/SD/BOURGOGNE/DD58/DTARS <Carolyne.GOIN@ars.sante.fr>; JACOD Anne - DREAL Bourgogne/SPR/RNH <anne.jacod@developpement-durable.gouv.fr>; MAIRIE DE SAINT ELOI <mairie.st.eloi@wanadoo.fr>; NICOD Jérôme - DDCSPP 58/SG <jerome.nicod@nievre.gouv.fr>; PREF58 Defense Protection Civile - 58 NIEVRE/PREFECTURE/BAL FONCTIONNELLES <pref-defense-protection-civile@nievre.gouv.fr>; "VNF/DT Centre-Bourgogne/DOSS (Direction Opérationnelle Saône Seine)" <doss.dt.centrebourgogne@vnf.fr>; a.vallet@nievre.cci.fr; accueil.administration@mairie-fourchambault.fr; ars-dt58-delegation-territoriale@ars.sante.fr; carole.simon@nievre.chambagri.fr; catherine.zalivadni@gendarmerie.interieur.gouv.fr; centre-loire@eau-loire-bretagne.fr; communedegimouille@orange.fr; ddsp58@interieur.gouv.fr; dpagnier@agglo-nevers.fr; eric.danion@sieeen.fr; franck.gauthier@erdf-grdf.fr; gerald.freguin@erdf-grdf.fr; hotel.communaute@agglo-nevers.fr; info@ville-nevers.fr; lucien.barth@gendarmerie.interieur.gouv.fr; mairie-marzy@orange.fr; mairie-sermoise-sur-loire@wanadoo.fr; mairie.challuy@wanadoo.fr; mairie.de.germignysurloire@wanadoo.fr; mairie.garchizy@wanadoo.fr; mairie.pougues-les-eaux@fr.oleane.com; mairie.saincaize.meauce@wanadoo.fr; mairie@coulanges-les-nevers.fr; mairie@ville-varennnes-vauzelles.fr; sabrina.ccla@orange.fr; sd58@onema.fr; stephane.gouezec@sdis58.fr; avaccari@saur.fr; lcamaille@saur.fr; david.vallet@g-ushin.com; accueil-s58@artisanat-bourgogne.fr; loirevivante.nac@rivernet.org; jean-claude.auclin@orange.fr; fede.peche58@gmail.com; TALLET Michel - DREAL Centre/SLBLB/DIPL <michel.tallet@developpement-durable.gouv.fr>; Pierre Philippe <pierre.philippe@eptb-loire.fr>; jean-marc.legrand@snf.fr; patgaudry@wanadoo.fr; reservenaturelle-valdeloire@wanadoo.fr; ars-bfc-dsp-se-58@ars.sante.fr Cc : GUILLOU Samuel (Chef de service) - DDT 58/SSPR <samuel.guillou@nievre.gouv.fr>; BOTTERO Mathieu - DDT 58/SSPR/Connaissance et Prévention des Risques <mathieu.bottero@nievre.gouv.fr>; MALLET Eric - DDT 58/SSPR/Connaissance et Prévention des Risques <eric.mallet@nievre.gouv.fr>; WOZNIAK Richard - DDT 58/SSPR <richard.wozniak@nievre.gouv.fr> Objet : Réunion de présentation du projet de stratégie locale de gestion du risque inondation du 10 juin 2016

Bonjour,

Pour faire suite à la réunion d'aujourd'hui, je vous remercie de nous faire part de vos remarques éventuelles sur le projet de stratégie locale de gestion du risque d'inondation avant le 24 juin 2016.

Le projet de stratégie locale est disponible en téléchargement sur le portail des services de l'État :
<http://www.nievre.gouv.fr/directive-inondation-r183.html>

Je reste à votre disposition pour tout complément d'information.

Cordialement,

Mathieu BOTTERO
DDT58/SSPR/BCPR
03 86 71 52 57

Activités-services_dispositions particulières.pdf	Content-Type: application/pdf Content-Encoding: base64
--	---

ANNEXE 2 - IDENTIFICATION DES ACTIVITÉS OU SERVICES FAISANT L'OBJET DE DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES DANS LE PGRI

Certaines activités ou services présents peuvent être affectés directement par une inondation et induire, par « effet domino », des impacts négatifs sur d'autres services ou activités en dehors de la zone inondée. Au-delà des dommages, il peut s'ensuivre des difficultés dans la gestion de la crise, des impacts sur la satisfaction des besoins prioritaires à la population, ou un retard dans le retour à la normale du territoire après son inondation.

A ce titre, le PGRI porte une attention spécifique sur :

- les services utiles à la gestion de crise : ces services incluent notamment les pompiers, la gendarmerie, la police, les services d'urgence des hôpitaux et des cliniques, la préfecture, les mairies. Pour apprécier la complétude de cette liste, il convient de les identifier en analysant les plans communaux de sauvegarde et le plan ORSEC auxquels se rattache le territoire à risque important ;
- les services destinés à assurer les besoins prioritaires de la population. Ils sont définis sur la base des articles L. 732-1 et R 732-1 du Code de la sécurité intérieure et du décret n°2007-1400 du 28 septembre 2007 relatif à la définition des besoins prioritaires de la population et aux mesures à prendre par les exploitants d'un service destiné au public lors de situations de crise, pris en application du I de l'article 6 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 . A ce titre, « les exploitants d'un service, destiné au public, d'assainissement, de production ou de distribution d'eau pour la consommation humaine, d'électricité ou de gaz, ainsi que les opérateurs des réseaux de communications électroniques ouverts au public prévoient les mesures nécessaires au maintien de la satisfaction des besoins prioritaires de la population lors des situations de crise ». Par ailleurs, l'article L. 732-6 du Code de la sécurité intérieure impose « aux établissements de santé et aux établissements médicaux sociaux pratiquant un hébergement collectif à titre permanent soit de s'assurer de la disponibilité de moyens d'alimentation autonome en énergie, soit de prendre des mesures pour garantir la sécurité des personnes hébergées en cas de défaillance du réseau d'énergie » ;
- les installations dont la défaillance pendant une inondation présente un risque élevé pour les personnes : il s'agit en particulier des établissements de santé (hôpitaux, cliniques) et médico-sociaux (maisons de retraites médicalisées) ;
- les services utiles au retour à la normale. Cette notion fait appel à des choix de politique locale en termes de hiérarchisation et mise à disposition de services nécessaires au redémarrage du territoire après son inondation. Il s'agit des autres services publics tels que la voirie, les réseaux de transports, les écoles, les crèches, le ramassage et le traitement des ordures ménagères, les services assurant des prestations pour les populations sensibles (maison de retraite, services assurant des prestations sociales ou la distribution d'aides...). Éventuellement, les services marchands peuvent aussi être sollicités pour remédier aux désordres occasionnés par les inondations ; les entreprises du BTP pourraient notamment être retenues à ce titre. Cette notion a une dimension territoriale forte ;
- les activités polluantes ou dangereuses. Il s'agit *a minima* des activités liées aux installations IPPC, SEVESO, unités de traitement des eaux usées. Les autres installations classées pour la protection de l'environnement peuvent aussi être retenues, avec une logique de hiérarchisation.